

(POUR) UNE DIPLOMATIE DE L'EAU

Depuis quand l'eau est-elle au centre des préoccupations de l'homme ? Depuis la nuit des temps, sans aucun doute. Et plus près de nous, l'ingéniosité de l'irrigation à Palmyre ou à Persépolis, la qualité des aqueducs romains, ou grecs ou de tant d'autres, montrent qu'au long des siècles la maîtrise de l'eau confinait à l'obsession. Car sans eau, peu de vie, et c'est pourquoi de tous temps l'on s'est affronté voire battu pour le contrôle d'un puits ou la maîtrise d'une source.

Plus tard, beaucoup plus tard, cette conscience est devenue universelle. Il aura fallu attendre 1972 à Stockholm, puis 1977 à Mar del Plata pour que la communauté des hommes, affirme le droit de tous les peuples à accéder à l'eau potable, de telle sorte qu'ils puissent satisfaire leurs besoins essentiels.

Depuis cette période, année après année, l'ONU, son assemblée générale, ses agences, une majorité d'Etats ont affirmé leur désir d'une meilleure prise en compte des problèmes d'eau et d'assainissement que connaît la planète.

Ces problèmes peuvent se résumer à deux chiffres que l'on cite communément : 1,5 milliards d'êtres humains n'ont pas un accès permanent à une eau potable et près du double, 2,5 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires.

Un si grand nombre d'individus face à de telles nécessités méritait évidemment une politique établie dans la durée et des objectifs précis.

Une politique mondiale de l'eau, c'est la raison d'être du Conseil du même nom créé en 1996 : faire accepter l'idée qu'il n'y a pas de développement humain sans eau et que les décideurs de toutes sortes doivent inscrire sa maîtrise et sa répartition comme une priorité absolue des décennies à venir. D'où le slogan « les robinets avant les fusils » exprimant cette volonté d'une manière particulièrement forte.

Les objectifs précis eux, sont venus du rassemblement des Nations qu'a constitué le Sommet de Johannesburg pour le développement durable en 2002 : réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Voilà pour le décor tel qu'il est planté par les dirigeants de ce monde : une prise de conscience réelle, des réalités mieux comprises, des solutions identifiées, mais des moyens aussi insuffisants qu'inadaptés.

Car la route qui mène à l'eau pour tous est encore longue, si tant est qu'elle se termine un jour. Elle est pleine de virages sinueux, longue d'insondables précipices et parsemée d'innombrables embûches. Chacun doit le savoir. Et le dire est un devoir.

Quels sont ces obstacles qui se dressent devant nous ?

L'eau douce est présente sur la planète dans des quantités colossales, mais elle ne l'est pas forcément en des lieux où la population en a le plus besoin.

La population mondiale croît rapidement, elle s'établit et se concentre dans quelques dizaines de mégacités. La disponibilité de l'eau n'y correspond pas aux besoins qui découlent de ces évolutions. Nombre de ces grandes villes sont assoiffées ou le seront au cours du siècle, faute de dispositions parfois autoritaires qui doivent être prises rapidement.

L'activité économique, principalement agricole et industrielle, pollue gravement l'eau et l'air. Cela menace la santé de milliards d'êtres humains. Mais surtout cela dégrade la qualité de la ressource en eau. Et dans des proportions qui aujourd'hui justifient qu'en évoquant l'état des fleuves ou des nappes phréatiques, l'on puisse parler de « bombes sanitaires » d'un nouveau genre.

Enfin, l'évolution du climat fait question. Surmédiatisée, elle angoisse les populations qui devinent une menace mais n'en comprennent pas toujours la réalité.

En ce domaine, il convient d'être à la fois vigilant et responsable. Oui, on a observé scientifiquement des variations significatives des températures au cours du XXème siècle, avec une accélération durant les 25 dernières années.

Oui, si l'on projette ce même rythme, pour le siècle qui commence, on doit évidemment s'inquiéter, et envisager des solutions à l'échelle de la planète.

Oui, à l'évidence les masses d'eau, leurs localisations et leur état sont tributaires de ces variations. Mais il ne faut pas confondre leur alimentation et leur surexploitation. Aujourd'hui les secondes ont des conséquences plus dommageables à l'activité humaine que les premières. C'est le cas de la nappe

de Pékin qui baisse de plusieurs mètres par an, comme des excès d'arrosage dans certaines régions espagnoles.

Ainsi on le voit bien c'est l'homme qui reste le premier ennemi de l'eau, et le climat ne doit pas être le bouc émissaire qui ferait oublier nos erreurs et notre incapacité à faire évoluer ce rapport permanent entre l'homme et l'eau.

Car le problème qui nous occupe, avant d'être technique et financier est d'abord culturel et politique. Voulons-nous que les hommes et les femmes qui peuplent cette terre restent inégaux en droit face à l'accès à l'eau et à l'assainissement ? Imaginons-nous promettre à nos enfants un monde où l'on ne pourrait respirer ou boire à satiété ?

Certes non, dira chacun d'entre nous, pour qui la réponse ne souffre d'être contestée. Dans ce cas, ce n'est plus de priorité, ni d'urgence qu'il faut parler, mais de préalable.

Oui l'accès à l'eau est un préalable. Préalable à la vie, préalable au développement, préalable à la prospérité, préalable au bonheur.

L'air et l'eau sont les défis du monde moderne. L'humanité saura régler les autres problèmes, si elle survit aux deux premiers. N'imaginons pas d'excitantes guerres de l'eau qui, à force d'être annoncées, ne créent guère d'agitation que dans les médias. Préparons plutôt la bataille des préalables. Bataille pacifique pour que le droit, l'argent, la gouvernance, le savoir, bref nos capacités autant que notre intelligence, soient d'abord consacrées à régler ces préalables.

Comment y parvenir ? La réponse évidemment n'est pas simple car il faut avant tout convaincre.

Convaincre qu'il faut partout et pour tous les usages, consommer moins. Pas seulement en prenant une douche à la place d'un bain, ou en tirant une chasse à deux vitesses.

Les vrais enjeux ne sont pas là. Ils sont dans l'eau pour l'agriculture, l'eau pour l'énergie, l'eau pour l'industrie. Là sont les gisements d'économie qui peuvent faire évoluer très sensiblement la carte des consommations. Un fantastique travail de sensibilisation nous attend où la carotte se mêlera au bâton. Nous n'y échapperons pas, nos enfants et nos petits-enfants non plus. Et les plus jeunes gagneront sans doute cette bataille là à notre place.

Mais cela ne suffit pas, car cette eau, il nous faut la gérer mieux, beaucoup mieux. Convaincre des vertus universelles du goutte à goutte, traquer les fuites, prévenir les pollutions ; le génie de l'homme est mis à l'épreuve pour imaginer des solutions nouvelles et audacieuses.

Les innovations les plus récentes introduisent déjà une nouvelle donne de la géographie de l'eau. Nous irons chercher l'eau plus profondément, tout en veillant à ne pas assécher les entrailles de la planète. Nous protégerons mieux les nappes profondes d'eau que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant pour les gisements pétroliers.

Nous maîtriserons de mieux en mieux la séparation de l'eau et du sel. Pas seulement pour le dessalement de l'eau de mer, mais aussi pour ces millions de km² en dessous desquels l'eau des nappes est saumâtre. L'utilisation de l'osmose inverse, le gigantisme de certaines installations ont considérablement fait baisser les prix. Et ils baisseront encore pour rendre l'usage de cette technologie accessible à un nombre de plus en plus grand de pays frappés de « stress hydrique ».

Et nous prêterons simplement plus d'attention à l'emploi futur de quantités significatives de sels de toutes sortes qui ne retourneront pas dans le milieu naturel sans dommage pour les écosystèmes marins et fluviaux.

Nous transférerons l'eau d'une région à une autre, sur des distances de plus en plus grandes. L'Algérie engage un transfert de près de 800 km dans le Sud du pays. La Chine imagine un ouvrage titanesque de plus de 3000 km de long pour pallier les pénuries que connaît déjà le Nord du pays.

Nous saurons recycler l'eau épurée, pour l'utiliser dans le domaine agricole ou dans celui des loisirs. « Plus une goutte d'eau à la mer » disait Hassan II, l'ancien roi du Maroc. Ce n'est certes pas encore tout à fait vrai, mais demain on peut imaginer déjà une sorte de nouveau « petit cycle » de l'eau qui retarde ou atténue le passage par le grand cycle, du retour à la mer, puis vers le ciel par évaporation et réalimentation des terres via la pluie et la neige.

Pomper, dessaler, transférer, recycler, recharger, l'eau en tous ses états demandera toujours plus d'énergie. De plus en plus d'énergie et notamment celles qui sont renouvelables seront les bienvenues. Il y a dans ce domaine aussi, des progrès considérables à effectuer. Ils viendront jour après jour. Le solaire, l'éolien, le géothermique, le nucléaire, progresseront avec de meilleurs rendements et de moindres coûts, car nul doute que l'homme saura mieux les domestiquer. Et l'eau sera l'une des premières à en bénéficier. Indubitablement l'accès à l'eau dépend des progrès en matière d'énergie. Le

sort des deux est indissolublement lié et c'est pourquoi les deux conseils mondiaux de l'énergie et de l'eau ont décidé de travailler à des collaborations fortes et durables.

Bien d'autres innovations spectaculaires issues des efforts de recherche-développement élargiront sensiblement la palette des solutions technologiques susceptibles d'être mises en oeuvre pour permettre un meilleur accès à l'eau.

Oui les choses changent, et elles changeront d'autant plus vite que nous saurons faire comprendre aux décideurs que le problème est devant nous, au cœur des décennies à venir. Seule la pression de l'opinion publique relayée par les médias et provoquée par la crainte de tensions grandissantes face au manque d'eau, permettra de donner à cette question la dimension d'un véritable enjeu planétaire.

A ce stade du raisonnement on comprend bien que la question de l'eau se déplace concomitamment sur deux nouveaux terrains.

Le premier c'est que nous sommes maintenant confrontés à un problème d'accessibilité et non de présence de la ressource : l'eau existe, mais il est indispensable à la survie du genre humain qu'elle soit là où il le faut, au moment où il le faut.

La seconde c'est que le débat ne sera plus technologique car les solutions fleurissent, mais bien plus politique avec ses différentes composantes financières, juridiques, institutionnelles et éducatives.

L'eau comme l'air font partie des nouvelles raretés et la notion de rareté est avant tout économique. Ces raretés nouvelles sont-elles un phénomène durable ?

Oui sans doute pour l'eau et cela pose la question de savoir comment agir sur cette rareté et son caractère durable.

La réponse tient sans doute dans ce que l'on pourrait appeler l'accessibilité politique et qui tient à quatre facteurs :

Libérer les ressources financières et pas seulement avec des financements accrus qui mettront les investissements de l'eau à la hauteur de celui du téléphone. Les entrepreneurs de terrain, comme l'épargne locale constituent une chance exploitable si les comptes publics de l'eau et de l'assainissement sont à la fois indépendants et transparents, et si investir dans ce domaine est à la fois profitable et convenable.

Affirmer clairement le droit de chaque individu à accéder à la ressource. Le droit à l'eau ce n'est pas la gratuité de l'eau, c'est la reconnaissance du préalable que nous avons mentionné précédemment. C'est l'affirmation d'une priorité grâce à laquelle la dignité sera reconnue à chacun.

Répartir la gouvernance de l'eau entre les bons niveaux institutionnels. L'Etat et les organisations internationales pour légiférer et faire respecter les politiques réellement stratégiques. L'échelle du bassin hydrographique qui donne une vraie cohérence à la mise en place des infrastructures pour protéger et mettre en valeur. L'échelon local où l'on sait mieux que partout ailleurs comment doivent s'organiser la distribution de la ressource et la lutte contre les pollutions.

Transférer et adapter les connaissances aux nécessités des pays et des régions les plus pauvres. Les programmes de recherche-développement ne peuvent continuer à être uniformes au service d'une logique purement économique. Il nous reste à inventer des solutions rustiques et moins coûteuses en admettant que la future station d'épuration de Bamako ne ressemblera pas à celle de Saragosse.

Pour que ces dispositions, ces solutions simples et à l'échelle du monde contemporain puissent être mises en œuvre rapidement, il manque sans doute à la communauté internationale un outil de concertation et un mode d'organisation. Nul doute que dans les années à venir les formes de l'aide au développement évolueront avec l'émergence de ce que l'on appellera les pays du Centre. Bien sûr la Chine et l'Inde, mais déjà le Brésil, le Maroc, la Turquie, les Emirats, l'Indonésie et d'autres qui sont à la fois de nouveaux banquiers internationaux et des pourvoyeurs d'idées et de solutions techniques et financières, apparaissent sur cette scène là.

Il y a nécessité urgente à une diplomatie de l'eau qui s'accorde à la fois sur l'équilibre des grandes masses d'eau continentales, sur l'apaisement des conflits potentiels autour de plusieurs bassins transfrontaliers et sur le refinancement de la dette des pays les plus pauvres en faveur de l'eau et de l'assainissement. Sur ce dernier point la concertation est essentielle entre donateurs bilatéraux et multilatéraux pour que les annulations et les allègements de dette soient accordés sous réserve d'un réinvestissement préférentiel dans le domaine de l'eau.

La cause de l'eau ne progressera que si l'on en débat. De même qu'il y a des accélérateurs de particules, cette cause a besoin d'un « accélérateur d'efficacité », qui permette enfin l'élaboration d'une stratégie hydro-politique internationale et l'affirmation d'une véritable responsabilité collective.